



Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 16 au 23 février 2016. Le prochain rapport sera publié vers le 2/3/ 2016.

## Faits saillants

- **Le choléra persiste à Bunia malgré les mesures de prévention et la prise en charge des cas.**
- **Plus de 72 400 personnes ciblées par l'intervention en eau, hygiène et assainissement par OXFAM sur l'axe Komanda – Luna.**
- **Plus de 14 000 personnes déplacées sur l'axe Mambasa – Biakato – Bella confrontées aux besoins humanitaires.**

## Aperçu de la situation

11 des 17 aires de santé de la Zone de santé de Bunia sont toujours en proie à une épidémie de choléra. Selon la Division provinciale de la santé de l'Ituri, 169 cas dont quatre décès ont été notifiés entre le 18 janvier et le 22 février 2016. Tous les malades sont pris en charge au Centre de traitement de choléra (CTC) construit par l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) au sein de l'Hôpital général de référence (HGR) de Bunia. Suite au développement inquiétant de l'épidémie, l'ONG Solidarités International à travers le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) a mis en place 20 points de chloration dans les quartiers affectés. Elle a également apporté un appui en intrants et matériels pour l'installation de 28 points de lavage des mains. La sensibilisation à travers les radios locales et les compagnies de téléphonie mobile seront également mises à contribution pour des messages éducatifs. MSF, qui approvisionne le CTC en eau, projette la construction d'un forage à l'HGR de Bunia et plaide pour la contribution d'autres acteurs du secteur Eau, hygiène et assainissement ainsi que des autorités locales.

La série d'enlèvements observée depuis mai 2015 sur l'axe Mambasa – Biakato dans la Province de l'Ituri préoccupe énormément les acteurs du Secteur Protection et de Droits de l'Homme. Ce phénomène prend de l'ampleur et sème la psychose au sein de la population. A l'heure actuelle, des kidnappeurs ne ciblent que des autorités locales et des hommes d'affaires de la région à qui ils demandent une rançon. Il faut craindre que des enlèvements ne puissent s'étendre à d'autres catégories, telles que les acteurs humanitaires. Un tel cas de figure risquerait de restreindre l'espace humanitaire. Les personnes déplacées internes (PDI) qui vivent dans des familles d'accueil et les autochtones ont un accès limité aux champs, notamment à Bella et Biakato, à cause de l'insécurité et des enlèvements. Si cette restriction persistait, près de 14 000 PDI et les 30 000 habitants de cette partie de Mambasa pourraient faire face à l'insécurité alimentaire. Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme a enregistré au moins 50 cas d'enlèvement entre mai 2015 et janvier 2016 dans le Territoire de Mambasa.

La Coordination de l'Unité Nationale d'exécution du Programme du Désarmement, de Démobilisation et Réinsertion (UNPDDR) a rapporté la sortie de 51 enfants des forces et groupes armés depuis le début de l'année. Ces enfants se trouvaient dans les rangs du groupe armé FRPI, actif dans le sud Irumu et des miliciens Mayi-Mayi dans le Territoire de Mambasa. De 2004 à 2015, UNPDDR a enregistré environ 3 000 enfants sortis des forces et groupes armés à travers la Province de l'Ituri. L'année dernière, 345 enfants étaient sortis contre 318 en 2014. UNPDDR se félicite du travail abattu à travers ses activités (financées par UNICEF, MONUSCO, Banque Mondiale et le gouvernement congolais) alors que les acteurs de Protection de l'enfant déplorent la poursuite des recrutements des enfants dans le sud



Le Coordonnateur humanitaire dans un centre d'apprentissage pour les démobilisés à Bukingiri, 2016. Crédit: OCHA/S. Wehler

Irumu et Mambasa, où ils sont victimes de plusieurs autres abus (enrôlement de force dans les groupes armés, victimes des viols, des travaux forcés, d'esclavage sexuel, etc.). Dans le cadre de la réinsertion, l'ONG AJEDEC a facilité la réintégration scolaire de 172 enfants dont 90 filles en 2015. Outre la poursuite des enrôlements des enfants, les acteurs de protection de l'enfant sont préoccupés par les conflits cycliques dans le sud Irumu, qui ne permettent pas la mise en œuvre des projets durables et de développement pour les enfants qui sortent des groupes et forces armés.

## Besoins et Réponse humanitaire



### Eau, hygiène et assainissement

- En réponse aux gaps signalés sur l'axe Komanda – Luna, l'ONG OXFAM GB exécute depuis novembre 2015 un projet, grâce à un financement de OFDA, dans la région de Komanda. Cette assistance, qui s'étale jusqu'en avril prochain, a ciblé près de 39 527 personnes déplacées et 32 874 membres des communautés d'accueil. A travers ce programme, OXFAM a entamé la réhabilitation ou l'aménagement de 17 sources d'eau à Ndalya, Bwanasura, Ndimo, Idohu et Luna ; la construction de 634 latrines dans les sites des PDI et dans les familles d'accueil, etc. L'axe Komanda – Luna héberge depuis 2014 environ 60 000 PDI fuyant des exactions de présumés éléments d'ADF dans le Grand-Nord du Nord-Kivu.

## Coordination générale

- La mission conjointe d'évaluation - MONUSCO, HCR et OCHA – effectuée sur l'axe Mambasa – Biakato – Bella du 15 au 19 février – a été informée par les comités de personnes déplacées de la présence de 1 613 ménages (environ 8 000 personnes) entre octobre et décembre 2015 à Biakato et Bella. 25% de ces PDI ont fui les exactions de présumés éléments d'ADF dans la région de Beni (Province du Nord-Kivu) tandis que les 75% autres ont été victimes de l'activisme des miliciens Mayi-Mayi dans une dizaine de carrés miniers situés dans le Groupement de Bakaiko. Par ailleurs, entre août 2014 et mai 2015, 1 376 ménages (soit 6 800 personnes) avaient trouvé refuge à Teturi, Biakato et Bella. Toutes ces personnes vivent dans des familles d'accueil et sont présentement confrontées aux problèmes de vivres, de soins de santé, d'abris, articles ménages essentiels, d'eau, hygiène et assainissement et d'éducation. Une aide humanitaire en termes de vivres et articles ménagers essentiels avait été fournie en juillet et décembre 2015 à Biakato et Bella. Au regard de la situation humanitaire qui prévaut sur l'axe Biakato – Bella, la mission susmentionnée a recommandé à OCHA de convoquer une réunion du CPIA/Inter cluster pour décider d'une évaluation approfondie et de la possibilité d'organiser une assistance en faveur de personnes dans le besoin. La mission conjointe d'évaluation s'était fixée entre autres objectifs, évaluer la situation sécuritaire, des droits de l'homme, de protection des civils, etc. Pour OCHA, il était question de collecter des informations sur le contexte humanitaire.

## Chiffres clés

3 000

enfants sortis de forces et groupes armés en Ituri de 2004 à 2015.

1 010 578

personnes sont en insécurité alimentaire dans cinq territoires de l'Ituri, de la Tshopo et du Haut-Uele.

169

cas de choléra dont 4 décès dans la ZS de Bunia entre le 18 janvier et le 22 février 2016.

182 900

personnes dans le besoin ont bénéficié de l'assistance en eau, hygiène et assainissement en Ituri en 2015.

37 324

incidents de protection ont été documentés et enregistrés par le Suivi de protection dans les deux Uele, en Ituri et dans la Tshopo en 2015.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Maurizio Giuliano, Chef de Sous-bureau, OCHA Bunia, [giuliano@un.org](mailto:giuliano@un.org), tél. +243 819 889 191

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org), tél. +243 97 000 3750, +243 84 480 4444

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur [www.unocha.org](http://www.unocha.org); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int);